



12 rue du Val d'Osne
94 410 SAINT MAURICE

**MARCHE D'EXPLOITATION, D'ENTRETIEN, DE
MAINTENANCE ET DE CONDUITE DES INSTALLATIONS
THERMIQUES, CLIMATISATION, ET EQUIPEMENTS
CONNEXES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

C.C.A.P.

ENTRE LES SOUSSIGNES

Les Hôpitaux Paris Est Val de Marne

Représenté par son Directeur Général, dûment habilité à cet effet,

Ci-après désigné par le " **MAITRE D'OUVRAGE** "
d'une part,

ET

La société
au capital de..... euros,
immatriculée au Registre du Commerce desous le numéro
dont le siège social est

Représentée par Monsieur, Directeur de

Dûment mandaté à cet effet, ses successeurs ou ses ayants droit

Ci-après désigné par le "**TITULAIRE**"
d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI:

SOMMAIRE

I - PREAMBULE	6
II - OBJET DU CONTRAT	7
II - 1. FOURNITURE DE L'ÉNERGIE	7
II - 2. GESTION DE L'ÉNERGIE	7
II - 3. PRESTATIONS DE SERVICES (P2)	7
II - 4. PRESTATIONS DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT, AVEC GESTION TRANSPARENTE, DES INSTALLATIONS (P3)	7
IL S'AGIT DES PRESTATIONS DE REMPLACEMENT DES EQUIPEMENTS EN PANNE OU EN FIN DE VIE, AUTREMENT APPELEE « GARANTIE TOTALE »	7
II - 5. REALISATION DE TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET D'AMELIORATION DES INSTALLATIONS FAISANT L'OBJET DU PRESENT MARCHÉ (TVX)	7
III - DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
III - 1. PIECES PARTICULIERES DANS L'ORDRE DE PRIORITE DECROISSANTE	8
III - 2. PIECES GENERALES	8
IV - EXECUTION DES PRESTATIONS	9
IV - 1. DISPOSITIONS GENERALES	9
IV - 1. 1. FOURNITURE DE L'ÉNERGIE (P1)	9
IV - 1. 2. GESTION DE L'ÉNERGIE AVEC INTERESSEMENT (I)	10
IV - 1. 3. PRESTATIONS DE SERVICES (P2)	10
IV - 1. 4. GARANTIE TOTALE (P3)	10
IV - 1. 5. TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET D'AMELIORATION (TVX)	10
IV - 1. 6. TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE MISE EN CONFORMITE ET D'AMELIORATION PAR LE BIAIS DE BON DE COMMANDE	10
IV - 2. PERIODE DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES	10
IV - 3. PRISE EN CHARGE ET REMISE DES INSTALLATIONS	11
IV - 3. 1. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	11
IV - 3. 2. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE MARCHÉ	11
IV - 4. PERSONNEL D'EXECUTION	12
IV - 4. 1. DESIGNATION	12
IV - 4. 2. OBLIGATIONS DE RESERVE	13
IV - 4. 3. FORMATION	13
IV - 4. 4. REGLEMENTATION ET COMPORTEMENT	13
IV - 5. CONTROLE D'EXECUTION	13
IV - 6. SOUS-TRAITANCE	14
IV - 6. 1. CONDITIONS DE LA SOUS-TRAITANCE :	14
IV - 6. 2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	15
IV - 7. RESPECT DE LA REGLEMENTATION	16
IV - 8. COMPTAGE	17

IV - 9. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE.	18
V - ASSURANCES ET GARANTIES	18
V - 1. ASSURANCES	18
V - 2. GARANTIES	19
VI - PRIX	20
VI - 1. MODALITES D'ETABLISSEMENT - FORME ET CONTENU DES PRIX	20
VI - 1. 1. FOURNITURE DE L'ENERGIE (P1) DU MARCHE MCI	20
VI - 1. 2. GESTION DE L'ENERGIE ET INTERESSEMENT (I)	21
VI - 1. 3. PLAN DE PROGRES ENVIRONNEMENTAL DU TITULAIRE	22
VI - 1. 4. PRIX P2 - PRESTATIONS ET FOURNITURES	23
VI - 1. 5. PRIX P3 - PRESTATIONS DE GARANTIE TOTALE	23
VI - 1. 6. PRIX TRAVAUX – TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET D'AMELIORATION	23
VI - 1. 6. TRAVAUX A BON DE COMMANDE – TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE MISE EN CONFORMITE ET D'AMELIORATION	24
VI - 1. 7. DATE DE VALEUR	24
VI - 2. MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DES PRESTATIONS	24
VI - 3. VARIATION DES PRIX	25
VI - 3. 1. VARIATION DU PRIX DU COMBUSTIBLE ET DES ENERGIES K POUR LE P1 (MCI)	25
VI - 3. 2. VARIATION DU PRIX DES PRESTATIONS P2	26
VI - 3. 3. VARIATION DU PRIX DES PRESTATIONS P3	26
VI - 3. 4. VARIATION DU PRIX DES PRESTATIONS DU BPU	27
VI - 3. 5. VARIATION DU PRIX DES PRESTATIONS TRAVAUX	27
VI - 4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	28
VII - REMUNERATION DU TITULAIRE	28
VIII - FACTURATION – PAIEMENT	28
VIII - 1. PARAMETRES DE FACTURATION	28
VIII - 1. 1. CHAUFFAGE	28
VIII - 1. 2. EAU CHAUDE SANITAIRE :	28
VIII - 2. FACTURATION	29
VIII - 2. 1. ENERGIE (P1)	29
VIII - 2. 2. INTERESSEMENT (I)	29
VIII - 2. 3. PRESTATIONS DE SERVICES (P2)	29
VIII - 2. 4. GARANTIE TOTALE (P3)	29
VIII - 3. ACCEPTATION DES FACTURES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	30
VIII - 4. MODE ET DELAI DE REGLEMENT	30
VIII - 5. SOUS-TRAITANTS	30
IX - GESTION DU COMPTE DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT	31
X - CONTROLE ET PRESTATIONS NON CONFORMES	33

X - 1. RESULTATS ET VERIFICATION	33
X - 2. PRESTATIONS NON-CONFORMES	34
X - 2. 1. DISPOSITIONS D'APPLICATION	34
X - 3. CAS DE FORCE MAJEURE	39
 XI - RESILIATION DU CONTRAT	 40
 XII - SUBSTITUTION	 41
 XIII - MODE DE CONSULTATION	 41
 XIV - DUREE DU CONTRAT - PRISE D'EFFET	 42
 XV - TRANSFERT DE PROPRIETE	 42
 XVI - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	 42
 XVII - ATTRIBUTION DE COMPETENCE	 42

I - PREAMBULE

Le présent Contrat a pour objet de mettre en place un marché d'exploitation, d'entretien, de maintenance et de conduite des installations thermiques, climatisation, électricité, postes de livraison et TGBT, groupes électrogènes et des équipements connexes des Hôpitaux Paris Val de Marne au travers de nouvelles clauses techniques et financières permettant l'optimisation des dépenses et une meilleure maîtrise des charges.

Les installations concernées par le présent marché sont celles des ensembles suivants :

- Site « Hôpital National de Saint-Maurice » (dénommé HNSM)
- Site « Hôpital Esquirol ».

Par ailleurs, les deux hôpitaux possèdent différentes structures non alimentées par la chaufferie principale, qui font partie intégrante du présent marché.

Ces sites présentent pour certains des installations de chauffage collectif et pour d'autres des appareils individuels. Tous ces équipements font partie intégrante du présent marché.

Liste des sites pour les installations de chauffage collectif :

Pour le site « Hôpital Esquirol » :

- Site « Hôpital Esquirol » - Locaux communs – 57 rue du Maréchal Leclerc 94413 SAINT- MAURICE
- Site « Hôpital Esquirol » - Magasin – 57 rue du Maréchal Leclerc 94413 SAINT-MAURICE

Pour le site « HNSM » :

- Crèche – 14 rue du Val d'Osne 94415 SAINT-MAURICE
- Nouvelle Maternité 94415 SAINT MAURICE

Liste des sites pour les appareils individuels :

Pour le site « HNSM » :

- Internat – 14 rue du Val d'Osne 94415 SAINT-MAURICE
- Atelier de mécanique – 14 rue du Val d'Osne 94415 SAINT-MAURICE
- Atelier Régie Ouvrière – 14 rue du Val d'Osne 94415 SAINT-MAURICE
- Pavillon – 14 rue du Val d'Osne 94415 SAINT-MAURICE

II - OBJET DU CONTRAT

Le présent marché a pour objet de mettre en place un marché d'exploitation, d'entretien, de maintenance et de conduite des installations thermiques, climatisation, traitement d'eau des balnéothérapies, électricité, postes de livraison et TGBT, groupes électrogènes et des équipements connexes des Hôpitaux Paris Est Val de Marne au travers de nouvelles clauses techniques et financières permettant l'optimisation des dépenses et une meilleure maîtrise des charges.

Le marché est de type M.C.I (Marché – Comptage – Intéressement) tel que défini dans le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP, a pour objet de fixer les conditions d'exploitation à assurer par le TITULAIRE, pour les prestations précisées ci-après. Sont compris des prestations de fourniture et/ou gestion de l'énergie avec intéressement (I), de conduite, d'entretien et de maintenance des équipements ou installations (P2), de gros entretien renouvellement (P3), des travaux de mise en conformité et d'amélioration des installations (Tvx).

II - 1. Fourniture de l'énergie

Fourniture et gestion de l'énergie (P1) nécessaire au chauffage (P1c) et au réchauffement de l'eau chaude sanitaire (P1e) pour les deux sites principaux (Esquirol et HNSM).

Les autres sites (structures non alimentées par la chaufferie principale) ne font pas l'objet de prestations P1.

II - 2. Gestion de l'énergie

Gestion de l'énergie dans le cadre de clauses d'intéressement aux économies d'énergie précisées au présent CCAP.

Nota : l'intéressement « I » n'est pas appliqué pour les structures non alimentées par la chaufferie principale.

II - 3. Prestations de services (P2)

Il s'agit des prestations d'exploitation, de conduite, d'entretien, d'astreinte, de maintenance préventive et corrective des installations de production et de distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire, climatisation, électricité, postes de livraison et TGBT, groupes électrogènes et des équipements connexes définies ci-après. Les fournitures nécessaires pour assurer l'entretien et la maintenance sont intégrés dans le montant P2.

II - 4. Prestations de gros entretien et renouvellement, avec gestion transparente, des installations (P3)

Il s'agit des prestations de remplacement des équipements en panne ou en fin de vie, autrement appelée « garantie totale »

II - 5. Réalisation de travaux de mise en conformité et d'amélioration des installations faisant l'objet du présent marché (Tvx)

Dites prestations définies au CCTP.

Par ailleurs, le TITULAIRE s'engage dans le cadre du présent marché MCI à mettre en œuvre un Plan de Progrès Environnemental défini au CCTP et au présent CCAP.

Les bâtiments sont définis à l'article I « PREAMBULE » du présent CCAP.

III - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels qui constituent le contrat, sont les suivants :

III - 1. Pièces particulières dans l'ordre de priorité décroissante

- l'Acte d'Engagement et ses annexes,
 - la Décomposition de prix Globale et Forfaitaire (DPGF)
 - le Bordereau de Prix Unitaire (BPU)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- le mémoire de présentation de l'offre

III - 2. Pièces générales

- le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-2008) applicables aux marchés d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des installations,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-5602) applicables aux marchés d'exploitation de chauffage avec garantie totale,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-2015) applicable aux travaux d'installations de génie climatique
- les documents techniques unifiés en vigueur (DTU) et tous les documents réglementaires et normes françaises,
- le règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 avec ses additifs et mises à jour,
- le règlement sanitaire départemental type,
- la norme AFNOR NFX 50-010,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux (Arrêté du 30 mars 2021),
- tous les autres documents réglementaires applicables.

IV - EXECUTION DES PRESTATIONS

Le TITULAIRE prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel, des locaux et du matériel du MAITRE D'OUVRAGE.

Les prestations et travaux résultant de l'application du présent contrat devront être effectués en accord avec le MAITRE D'OUVRAGE, de manière à ne causer aucune gêne dans la marche des Services.

Les prestations et travaux doivent être exécutés dans les conditions fixées dans le C.C.T.P., au cours d'interventions normales ou exceptionnelles :

. Les interventions normales

Elles seront effectuées à intervalles réguliers, conformément à un calendrier d'exécution annuel établi en accord avec le MAITRE D'OUVRAGE ou son Conseil désigné par lui :

- Sur la base d'un planning annuel pour les prestations P1, P2 et P3 programmées établi sur la base des fréquences minima figurant en annexe au CCTP et des fréquences supplémentaires contenues dans l'offre,
- Conformément aux bons de commande émis par le MAITRE D'OUVRAGE pour les autres travaux programmés.

La durée de chaque intervention normale devra permettre l'exécution correcte de tous les travaux décrits dans le CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.

Le programme de maintenance devra être présenté au MAITRE D'OUVRAGE avant le terme du mois de recouvrement

. Les interventions exceptionnelles

Les interventions exceptionnelles de dépannage seront effectuées en cas d'urgence, sur simple appel téléphonique ou télécopie du MAITRE D'OUVRAGE ou de son représentant.

Le TITULAIRE sera tenu d'intervenir dans un délai maximum de 30 minutes, dès réception de la demande, et de remettre l'installation en état de marche, dans un délai maximum de 2 heures pour le chauffage, et de 2 heures pour l'ECS, sauf justification produite par le TITULAIRE et à apprécier par le MAITRE D'OUVRAGE.

Le délai de remise en état débute à compter de la réception de la demande.

IV - 1. Dispositions générales

IV - 1. 1. Fourniture de l'Energie (P1)

Concernant les deux sites principaux (hôpitaux) des Hôpitaux de Saint-Maurice, le TITULAIRE est le signataire du contrat de fourniture de gaz.

Le TITULAIRE souscrit le contrat de fourniture de gaz au nom du MAÎTRE D'OUVRAGE et doit fournir un double du contrat signé au MAÎTRE D'OUVRAGE dès le début du marché. Le TITULAIRE en assume toutes les charges, taxes et impôts pour garantir la fourniture de chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire, excepté pour les structures non alimentées par la chaufferie principale dont la fourniture du combustible reste à la charge du MAITRE d'OUVRAGE.

Le TITULAIRE à la charge de la gestion et du suivi de l'énergie et en assurera l'utilisation et la totalité de la charge financière sous son entière responsabilité dans le cadre des engagements techniques précisés au présent C.C.T.P.

Concernant le fioul, le TITULAIRE a la charge de la gestion du stock, des commandes et livraisons auprès du fournisseur de son choix, et le paiement des factures.

IV - 1. 2. Gestion de l'Energie avec Intéressement (I)

Le présent marché fait l'objet de clauses d'intéressement aux économies d'énergie.

Le TITULAIRE s'engage sur les consommations théoriques. Ces sites feront l'objet d'un suivi de consommations mensuelles. En fin d'année, tout écart entre les consommations théoriques et réelles sera l'objet de l'application de la clause d'Intéressement.

IV - 1. 3. Prestations de services (P2)

Le TITULAIRE fournit pour l'exécution des prestations, la main-d'oeuvre, les petites fournitures (huile, graisse, visserie, petites pièces détachées, chiffons), produits d'entretien de toute nature, outillage, ingrédients de traitement d'eau du chauffage, produits de traitement d'eau pour l'ECS, produits de traitement d'eau pour les autres circuits traités, filtres pour les CTA, filtres de tous les circuits hydrauliques, appareils de mesure ou de contrôle, ... Par ailleurs, le titulaire doit assurer la vidange et la remise en eau des réseaux lors des travaux.

IV - 1. 4. Garantie Totale (P3)

Le TITULAIRE fournit pour le gros entretien et le renouvellement du matériel, toute la main d'oeuvre, l'outillage et le matériel de remplacement, y compris les travaux d'adaptation et de remise en état des lieux.

Le TITULAIRE doit fournir avec la facture le devis fournisseur en précisant la main d'œuvre et le coefficient de marge sur les fournitures.

IV - 1. 5. Travaux de mise en conformité et d'amélioration (Tvx)

Le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra solliciter le TITULAIRE pour la réalisation de travaux non prévus aux prestations de type P3, selon l'article VI-1.6 du présent marché et mentionnés dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement, pendant la durée totale du présent marché.

IV - 1. 6. Travaux d'entretien, de mise en conformité et d'amélioration par le biais de bon de commande

Le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra solliciter le TITULAIRE pour la réalisation de travaux dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement, pendant la durée totale du présent marché.

IV - 2. Période de fonctionnement des services

Le service "Chauffage Central" doit pouvoir être assuré dans une période comprise entre le 1er Septembre et le 15 Juin, avec un préavis de vingt-quatre heures (24 heures).

Le service "Eau Chaude Sanitaire" est assuré toute l'année, à l'exception des arrêts annuels nécessaires pour l'entretien des installations.

La durée de ces arrêts est définie à l'article "GARANTIE DES TEMPERATURES" du CCTP.

Les autres services sont assurés toute l'année à l'exception des arrêts pour l'entretien.

La mise en fonction et l'arrêt de chauffage seront fixés par le MAITRE D'OUVRAGE, suivant les nécessités saisonnières avec préavis de vingt-quatre heures (24 heures).

IV - 3. Prise en charge et remise des installations

IV - 3. 1. Prise en charge des installations

Le TITULAIRE reconnaît avoir visité les lieux préalablement à la remise de son offre et il est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la consistance des locaux, de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et la maintenance,
- des contraintes dues à leur destination,
- des contraintes inhérentes aux sites: les implantations géographiques, les moyens de communication, les ressources en main d'œuvre,
- des contraintes particulières d'accès liées à la spécificité des locaux.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP.

Compte tenu de la visite proposée aux candidats pour découvrir les installations lors de la consultation, le TITULAIRE renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements et installations. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Il est établi à la prise en charge un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux, comprenant une description quantitative et qualitative des installations et équipements faisant partie du marché forfaitaire du TITULAIRE. Le TITULAIRE porte au procès-verbal toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes, dûment motivées (description exacte de la nature du problème décelé, éléments réglementaires, ...). Cependant ces réserves ou inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché, ne le libère pas de ses obligations d'exploitation et de maintenance comme il est précisé ci-dessus et ne remettent pas en cause le prix forfaitaire arrêté.

Il renonce donc à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

A la prise en charge, il est établi un relevé contradictoire des compteurs gaz, des compteurs électriques et des stocks fioul. Les abonnements sont pris en compte par le TITULAIRE. Pour ce faire les démarches auprès des fournisseurs d'énergie sont à la charge du MAITRE D'OUVRAGE avec l'assistance du TITULAIRE.

IV - 3. 2. Remise des installations en fin de marché

A l'expiration du contrat, et dans le cas du non renouvellement, le TITULAIRE remettra à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE, toutes les installations confiées.

Ces matériels et installations comprendront non seulement ceux qui auront été mis en place à l'origine ou qu'il aura renouvelés au cours de l'exploitation, mais également tous les matériels complémentaires qu'il aura pu installer à l'origine de son exploitation ou en cours de celle-ci, avec l'accord du MAITRE D'OUVRAGE, sans qu'aucune indemnité puisse être réclamée pour ceux-ci par le TITULAIRE, sauf s'il en a été convenu autrement au moment de leur installation.

Le TITULAIRE s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état

normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Tous les documents d'exploitation et de maintenance sont remis au MAITRE D'OUVRAGE ainsi que les clefs et les codes d'accès pour la GMAO.

Trois mois avant l'expiration du marché, le MAITRE D'OUVRAGE pourra demander l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, avec la présence éventuelle de tout expert désigné par lui-même.

Le TITULAIRE dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par le MAITRE D'OUVRAGE à la charge du TITULAIRE. Le paiement de ces travaux est assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de résiliation.

Durant le dernier mois d'exécution du marché, le TITULAIRE pourra être accompagné dans ses opérations de maintenance par le futur Exploitant.

A la date de fin de marché, le TITULAIRE doit avoir effectué l'entretien de fin de saison et en particulier les ramonages permettant aux installations de démarrer une nouvelle saison.

En état de cause, un état des lieux, matériels et installations, sera dressé au moment de l'expiration du contrat, et fera l'objet d'un procès-verbal.

Le paiement de la dernière facture du marché ne pourra être effectué qu'après remise du rapport annuel de la dernière période et des levées effectives de réserves éventuelles relatives à la visite contradictoire.

IV - 4. Personnel d'exécution

IV - 4. 1. Désignation

L'ensemble des prestations dues au titre du présent contrat, sera exécuté par le personnel du TITULAIRE, affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent contrat.

Lors des interventions dans l'enceinte des bâtiments du Centre Hospitalier, les techniciens doivent se présenter en vêtements professionnels identifiables (nom de la société en clair sur les vêtements) et munie du badge des Hôpitaux de Saint-Maurice.

Le TITULAIRE sera responsable vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de la continuité de la fourniture, et devra, à ce titre, organiser les astreintes.

Il communiquera le numéro de téléphone du "service des astreintes" pour une intervention immédiate.

Le TITULAIRE aura l'obligation de remettre au MAITRE D'OUVRAGE, le nom et la qualification professionnelle du personnel affecté au contrat.

Le non respect des qualifications précisées le cas échéant, dans le C.C.T.P. entraîne, après mise en demeure, rupture du contrat du fait du TITULAIRE.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification suffisante du personnel mis en place par le TITULAIRE par rapport au moyens décrit dans le mémoire de présentation de l'offre, et d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents n'ayant pas la qualification et la compétence suffisante.

Les prestations et travaux sont exécutés sous la direction du TITULAIRE qui doit se conformer strictement aux prescriptions du MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE est responsable de ses agents, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le TITULAIRE paiera à son personnel, un salaire qui ne sera jamais inférieur aux minimums conventionnels, et lui assurera le bénéfice des lois sociales.

IV - 4. 2. Obligations de réserve

Le TITULAIRE et son personnel, qui à l'occasion de l'exécution du marché ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du TITULAIRE.

IV - 4. 3. Formation

Le TITULAIRE doit les actions de formation de son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité. Il tient à jour un document permettant de juger de l'efficacité de la formation dispensée et en informe le MAITRE D'OUVRAGE à chacune de ses demandes en adressant au MAÎTRE D'OUVRAGE les attestations de formation correspondantes.

IV - 4. 4. Réglementation et comportement

Le TITULAIRE est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, etc...). Il est rappelé qu'il est interdit d'introduire toute boisson alcoolisée dans les locaux placés sous la responsabilité du TITULAIRE.

Le personnel du TITULAIRE fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

Lors des travaux, le TITULAIRE devra demander au responsable de sécurité incendie des Hôpitaux de Saint-Maurice son permis feu.

IV - 5. Contrôle d'exécution

Le MAITRE D'OUVRAGE peut confier à un CONSEIL, le suivi et le contrôle de tout ou partie de l'exécution du contrat d'exploitation.

Le TITULAIRE accepte les interventions du CONSEIL et lui facilitera le libre accès des locaux pour lui permettre d'effectuer sa mission.

Il se conformera aux obligations de renseignements techniques et administratifs qui lui seront demandés par le MAITRE D'OUVRAGE ou son conseil. En particulier, il lui fournira chaque mois, les éléments de contrôle des consommations et les justificatifs de la facturation de la chaleur.

Le TITULAIRE fournira également :

- Une copie de la main courante des interventions représentant la gestion de la maintenance corrective tous les mois au MAITRE D'OUVRAGE ou à son conseil
- Les bulletins d'analyse
- Les enregistrements de température sur demande du MAITRE D'OUVRAGE ou de son conseil tel que prévu au CCTP

- Et plus généralement l'ensemble des documents d'exploitation et de contrôle tel que prévu au CCTP.

Tout manquement aux conditions ci-dessus définies, sera considéré comme un manquement grave aux obligations contractuelles et constituera un cas de prestations non conformes entraînant droit à pénalité (comme défini à l'Article "CONTROLE ET PRESTATIONS NON-CONFORMES") pour non fourniture de prestations et possibilité de résiliation sans indemnité dans les conditions définies ci-après.

Cette carence pourra entraîner la résiliation du contrat du fait du TITULAIRE sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité quelconque. Cette résiliation interviendra dans le délai de 15 jours à compter d'une mise en demeure restée sans effet. En cas de récidive, ce délai de préavis sera ramené à huit jours.

IV - 6. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance sont mentionnées dans le code de la commande publique et ses mises à jour par Décret et la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Le TITULAIRE du présent marché qui veut en sous-traiter une partie, demande au MAÎTRE D'OUVRAGE d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le MAÎTRE D'OUVRAGE notifie au TITULAIRE et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le TITULAIRE du marché fait connaître au MAÎTRE D'OUVRAGE le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Les prestations faisant l'objet du présent Marché sont placées sous la responsabilité unique du TITULAIRE qui peut, sous réserve des dispositions suivantes, en sous-traiter une partie.

En cas de sous-traitance non déclaré, le MAÎTRE D'OUVRAGE a la possibilité de renvoyer le sous-traitant et de supprimer le paiement de la prestation concernée.

La sous-traitance de la totalité du Marché est formellement interdite.

Dans le cas de sous-traitance partielle de sa mission, le TITULAIRE ne pourra faire appel qu'à un autre prestataire possédant des capacités professionnelles et financières suffisantes.

Le nom des sites concernés par la sous-traitance devra être indiqué clairement. Il strictement interdit de faire travailler un sous-traitant sur le site sans contrat de sous-traitance.

IV - 6. 1. Conditions de la sous-traitance :

Le TITULAIRE du Marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du Marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le MAÎTRE D'OUVRAGE et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant au sens de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Le droit au paiement direct est reconnu uniquement au sous-traitant de premier rang, lorsque le montant de la part des prestations qui lui sont confiés est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le Candidat justifie des capacités professionnelles et financières du sous-traitant en produisant au nom de celui-ci une déclaration du Candidat. L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions suivantes :

Le TITULAIRE remet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Le TITULAIRE établit en outre qu'aucune cession ni nantissement de créances résultant du Marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance.

L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiements du contrat de sous-traitance sont constatés par un Acte Spécial signé par le MAITRE D'OUVRAGE et par le prestataire qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'Acte Spécial indique :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé à l'acceptation de la Collectivité Territoriale,
- l'agrément et les capacités professionnelles et financières du sous-traitant (à produire systématiquement),
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de sous-traitance et le cas échéant les modalités de variation des prix,
- les coordonnées du compte bancaire ou postal,
- la personne habilitée à donner les renseignements,
- le comptable assignataire des paiements
- le compte du sous-traitant à créditer.

En complément il lui remet une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

IV - 6. 2. Modalités de paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au TITULAIRE du Marché sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du TITULAIRE contre récépissé.

Le TITULAIRE dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus d'une part, au sous-traitant et d'autre part, au MAITRE D'OUVRAGE du Marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au MAITRE D'OUVRAGE du Marché accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé de refus attestant que le TITULAIRE du marché a bien reçu la demande ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le MAITRE D'OUVRAGE du marché procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par le code de la commande publique et ses mises à jour. Ce délai court à compter de la réception par le Pouvoir Adjudicateur de l'accord total ou partiel du TITULAIRE sur le paiement demandé.

Si le TITULAIRE du Marché ne respecte pas la procédure de présentation et d'acceptation du sous-traitant, la mise en régie ou la résiliation du Marché pourra être prononcée.

IV - 7. Respect de la réglementation

Le TITULAIRE sera responsable du respect des réglementations visant les économies et l'utilisation de l'énergie.

LE TITULAIRE devra signaler au MAITRE D'OUVRAGE les travaux nécessaires pour la mise en conformité des installations, à l'occasion de la prise en charge des installations.

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra confier l'exécution de ces travaux, hors contrat, à l'entreprise de son choix.

Il aura l'obligation d'informer le MAITRE D'OUVRAGE de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

Toutes les contrôles et visites réglementaires des installations objets du présent marché sont à la charge du TITULAIRE. Une copie de ces contrôles sont à remettre au maitre d'ouvrage.

Toutes dispositions réglementaires visant à la mise en conformité des installations sont à la charge du MAITRE D'OUVRAGE.

Toutes nouvelles dispositions réglementaires qui conduiraient à une évolution des prestations ou des installations objet du présent marché conduiront le cas échéant à une modification du marché conforme à l'article 139 au Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Prescriptions à observer

L'ensemble de la fourniture, des prestations et des travaux doit être conforme aux prescriptions des décrets, arrêtés, règlements, normalisation et à celles de tous les textes subséquents, en vigueur au premier jour du mois d'exécution des travaux, et notamment :

- au décret n°2023-694 du 28 juillet 2023, relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement.
- à l'arrêté du 13 mars 2000, relatif à l'équipement des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- au décret n° 2017-1244 du 7 août 2017 relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés (complété par l'arrêté du 17 avril 2023)
- à l'arrêté du 26/10/10 relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments
- à l'arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- à l'arrêté du 23 Juin 1978 (modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005) concernant les installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.
- au règlement sanitaire départemental.
- aux dispositions des "Cahiers des charges D.T.U. et règles de calcul D.T.U." publiées par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- aux spécifications, règles de normalisation et instructions publiées par l'Association Française de Normalisation et notamment aux recommandations du fascicule de documentation NF 35400 relatif aux prescriptions de sécurité pour les installations frigorifiques.
- aux spécifications, règles normalisation et instructions publiées par l'Union Technique de l'Electricité.

- aux conditions imposées par les Compagnies de distribution d'eau, d'électricité, de gaz.
- aux consignes de montage et d'entretien données par les constructeurs et que Le TITULAIRE doit se procurer auprès d'eux.
- aux décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle
- à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement.
- au décret n° 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air.
- à l'arrêté du 27 juin 1990 relatif à la limitation des rejets atmosphériques des grandes installations de combustion et aux conditions d'évacuations des rejets des installations de combustion.
- à l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 à la circulaire DGS 98/771 du 31 décembre 1998
- Arrêté du 8 août 2005 fixant le cahier des charges du plan d'organisation à mettre en œuvre en cas de crise sanitaire ou climatique et les conditions d'installation d'un système fixe de rafraîchissement de l'air dans les établissements mentionnés au I de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles
- Circulaire DHOS/E4 n° 2006-393 du 30 mai 2005 relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics et privés

IV - 8. Comptage

Ces dispositions s'appliquent à tout compteur ECS, d'énergie ou de combustible, et en particulier à tout compteur dont l'objet est la facturation et le calcul de l'intéressement. Par ailleurs, le titulaire doit installer des compteurs d'énergie dans l'ensemble des sous stations pour la détermination des consommations par pôle.

Le TITULAIRE installe les compteurs manquants dans le cadre des prestations P3 à la prise d'effet du marché.

Les compteurs sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le service des instruments de mesure. Ils sont entretenus aux frais du TITULAIRE par un réparateur agréé par le service des instruments de mesure.

L'exactitude des compteurs doit être vérifiée tous les ans aux frais du TITULAIRE par le service des instruments de mesure ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord entre le TITULAIRE et le MAITRE D'OUVRAGE.

Le certificat annuel d'étalonnage de chacun des compteurs concernés doit être fournis au MAITRE D'OUVRAGE.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut demander à tout moment la vérification d'un compteur au service des instruments de mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification sont à la charge du MAITRE D'OUVRAGE, si le compteur est conforme, et du TITULAIRE dans le cas contraire.

Un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesure supérieures aux erreurs maximales tolérées par le décret n° 76-130 du 29 janvier 1976 (Journal officiel du 8 février 1976).

Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme, à la charge du TITULAIRE. Pour la période où un compteur ECS a donné des indications erronées, le TITULAIRE remplace ces

indications par le nombre de la même période de l'année précédente.

Pour les comptages d'énergie, les corrections tiennent compte des DJU des périodes considérées.

IV - 9. Obligations du MAITRE D'OUVRAGE.

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à :

- mettre à la disposition du TITULAIRE tous les moyens en sa possession pour lui faciliter l'exécution de ses engagements,
- lui faciliter l'accès aux réseaux de distribution et aux locaux faisant l'objet du marché,
- assurer, à ses frais, toutes les prestations et fournitures non comprises dans le prix du présent marché et nécessaires à la bonne marche des installations,
- tenir à la disposition du TITULAIRE les documents techniques relatifs à l'ensemble des installations,
- payer au TITULAIRE les facturations dont les montants et les dates d'exigibilité sont fixés ci-après,
- ne pas utiliser à d'autres fins que les prestations du présent marché, les locaux et installations mis à la disposition du TITULAIRE,
- maintenir clos et couverts et en bon état les locaux mis à la disposition du TITULAIRE, ne laisser pénétrer dans ces locaux que le personnel du TITULAIRE, et lui en garantir le libre accès.

Le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve le droit d'entrer dans l'ensemble des locaux mis à disposition du TITULAIRE pour vérification. Un trousseau des doubles des clefs sera archivé dans l'armoire du service technique.

V - ASSURANCES ET GARANTIES

V - 1. Assurances

Le TITULAIRE est tenu de produire au MAITRE D'OUVRAGE les polices et attestations spécifiant que son entreprise est assurée pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans le bâtiment et au regard des enjeux du présent marché, et couvrant tous les risques dont il pourrait être reconnu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquences d'un défaut.

Il justifie de la souscription de la police auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour l'exercice en cours, qui comporte au minimum les conditions suivantes en responsabilité civile exploitation et/ou travaux :

- dommages corporels : sans limitation de montant,
- dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 5 000 000 euros (cinq millions d' Euros) sans restrictions,

La police d'assurance est communiquée au MAITRE D'OUVRAGE au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent marché, accompagnée d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP.

Lors de l'envoi de chaque première facture d'un nouvel exercice, le TITULAIRE justifie le paiement régulier des primes d'assurances pour l'exercice en cours. Le TITULAIRE prévient le MAITRE D'OUVRAGE de toutes les modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances.

V - 2. Garanties

Le matériel fourni par le TITULAIRE en cours de marché, pour des travaux exécutés dans le cadre du forfait ou hors forfait, est garanti pendant une durée de 2 (deux) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure (article 1792-3 du code civil).

Les carnets de maintenance mentionnent la date de mise en service du matériel. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie ainsi défini, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

En cas de travaux neufs réalisés avant le début du marché ou pendant le marché par le MAITRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE assiste le MAITRE D'OUVRAGE pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du MAITRE D'OUVRAGE l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance. Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les PV de réception.

Les prestations effectuées par le TITULAIRE, avec ou sans remplacement de pièce, sont garanties pendant une durée de 1 (un) an. Tout résultat d'intervention présentant des défaillances dans la durée de garantie sera remis en état aux frais du TITULAIRE.

Le TITULAIRE assiste à la réception des équipements ou matériels, survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

VI - PRIX

VI - 1. Modalités d'établissement - Forme et contenu des prix

Les fournitures, services et prestations visés au présent contrat, seront effectués aux conditions de prix suivantes :

VI - 1. 1. Fourniture de l'énergie (P1) du marché MCI

Le P1 se décompose en deux postes :

$$P1 = [N_{tot} (HNSM) \times k] + [N_{tot} (Esquirol) \times k]$$

Avec :

- Le poste P1 : prix relatif à la production de chaleur nécessaire au chauffage des locaux et à la production de l'eau chaude sanitaire (intégrant les taxes CEE sur le prix du gaz).
 - N_{tot} : la consommation d'énergie totale nécessaire au chauffage et à l'eau chaude sanitaire (tel que défini précédemment) en MWh relevés aux compteurs de chaque hôpital
 - k : le montant unitaire des MWh produits (en € / MWh mesurés aux compteurs d'énergie en chaufferie) tel qu'il résulte de l'acte d'engagement, et de l'application des clauses de variation des prix (article VI-3.1), inclue la TICGN et la taxe CEE.

L'énergie calorifique globale est mesurée par un compteur d'énergie en chaufferie centrale (1 pour chaque hôpital) comptabilisant la totalité de l'énergie nécessaire au chauffage des locaux et au réchauffage de l'eau chaude sanitaire et le maintien en température de la boucle de distribution.

- L'énergie calorifique pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire et le maintien en température de la boucle de distribution est appelée Necs, avec :

$$Necs = m \times Gecs$$

- m : consommations d'ECS mesurées par des compteurs volumétriques en sous-station sur les production d'ECS
- $Gecs$: consommation de base de combustible théoriquement nécessaire pour le chauffage d'un mètre cube d'eau froide y compris les pertes du réseau de distribution et fixée à l'Acte d'Engagement, soit 202 kWh/m³.

- L'énergie calorifique pour le chauffage des locaux en MWh est appelée Nchauf, avec :

$$Nchauf = N_{tot} - Necs$$

Nchauf sera calculé à partir des relevés des compteurs (N_{tot} et Necs) sur l'exercice.

Le TITULAIRE fournit sous sa responsabilité le combustible en quantité nécessaire et qualité convenable pour assurer le fonctionnement des installations. La chaleur distribuée pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire, et comptabilisée en sortie de chaufferie, est réglée au prix unitaire fixé en annexe 1 à l'ACTE D'ENGAGEMENT.

VI - 1. 2. Gestion de l'énergie et Intéressement (I)

Le marché comporte une clause d'intéressement qui est appliquée à la fin de chaque exercice annuel et dès la première année du marché. Cette clause d'intéressement est établie spécifiquement pour le présent marché. MCI Marché- comptage - intéressement.

Prix et calcul de l'intéressement :

On désigne par :

- NB la quantité de chaleur théoriquement nécessaire en **MWh** pour le chauffage des locaux des deux hôpitaux dans les conditions climatiques moyennes définies par NDJUo contractuels, $NB = NB (HNSM) + NB (Esquirol)$.
- NDJUo contractuel : le nombre contractuel de degrés jours unifiés, dont la valeur est 2289, base 18°C.
- NDJU constaté : le nombre de degrés jours unifiés constaté pour la durée effective du chauffage, et calculé par le Costic – **Station météorologique de Paris Montsouris**.
- N'B la quantité de chaleur en **MWh**, théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de l'année considérée

$$N'B = NB \times \frac{NDJU \text{ constaté}}{NDJUo \text{ contractuel}}$$

Les consommations moyennes de chaleur (NB) sont celles indiquées en annexe de l'ACTE D'ENGAGEMENT par le TITULAIRE, et dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

En cas d'interruption du chauffage d'une durée comprise entre 12 (douze) heures consécutives et 24 (vingt quatre) heures, le NDJU est réduit du nombre de DJU réels de la journée entière correspondante ; ensuite pour chaque période d'interruption de 24 heures commencée, le NDJU est réduit du nombre de DJU réel de la journée entière.

Mode de calcul de l'intéressement et facturation :

Le marché comporte une clause d'intéressement établie spécifiquement pour le présent marché MCI (Comptage – forfait – intéressement).

- Règle de partage :

Si la quantité de chaleur (Nchauf) est inférieure à la quantité de chaleur théorique (N'B), le MAITRE D'OUVRAGE bénéficie de la moitié de l'économie réalisée :

Avoir du TITULAIRE envers MAITRE D'OUVRAGE :
 $= 1 / 2 \times (N'B - Nchauf) \times k$

Intéressement du TITULAIRE :
 $I = 1 / 2 \times (N'B - Nchauf) \times k$

Si la quantité de chaleur (Nchauf) est supérieure à la quantité de chaleur théorique (N'B), le TITULAIRE prend à sa charge le dépassement :

Dépassement pour le MAITRE D'OUVRAGE
= 0

Dépassement du TITULAIRE
 $I = (N'B - NC) \times k$

Si la consommation effective Nchauf est inférieure de plus de 15% de la quantité théorique N'B pendant deux exercices annuels successifs ou de plus de 25% au cours d'un seul exercice, la valeur NB sera corrigée par ordre de service après négociation.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE, ou le MAITRE D'OUVRAGE sera en mesure de supprimer la prestation P1 du site concerné de plein droit sans indemnités pour le TITUALAIRE.

Si la consommation effective NC est supérieure de plus de 20% de la quantité théorique N'B, cette dernière pourra être réajustée d'un maximum de 10 % par avenant, après une période probatoire d'au moins 4 (quatre) mois de saison de chauffe, afin de vérifier la validité technique de ce dépassement. Dans le cas contraire, les clauses d'intéressement seront appliquées sans autre modification.

De même en cas de travaux d'économie d'énergie réalisés par le MAITRE D'OUVRAGE, la valeur du NB est corrigée par ordre de service après négociation. En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE, ou le MAITRE D'OUVRAGE sera en mesure de supprimer la prestation P1 du site concerné de plein droit sans indemnité pour le TITULAIRE.

En cas de modifications du périmètre chauffé, le NB sera déterminé au prorata temporis comme suit :

- A la baisse : Proportionnellement à la surface neutralisée par rapport à la surface totale du bâtiment considéré
- A la hausse : Proportionnellement à la surface remise en service affecté d'un coefficient minorateur déterminé en fonction des travaux d'amélioration du bâtis réalisés.
En cas de désaccord sur la valeur du coefficient minorateur, le TITULAIRE dispose d'une semaine pour présenter son propre calcul et parvenir à un accord avec le MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE sera chargé de fournir au MAÎTRE D'OUVRAGE un mois après la fin de l'exercice précédent un récapitulatif des consommations de l'année précédente avec calcul de la quantité de chaleur théorique (N'B) et calcul de l'Intéressement pour l'année précédente.

VI - 1. 3. Plan de Progrès Environnemental du TITULAIRE

Le TITULAIRE s'engage dans le cadre du présent marché dans un plan de Progrès Environnemental consistant à contribuer à la réduction des rejets des gaz à effet de serres, et par conséquent à optimiser le prix du MWh de chaleur et/ou les consommations d'énergie des installations thermiques objets du présent marché.

Dans le cadre des prestations objets du présent marché, le TITULAIRE veillera à mettre en œuvre une démarche « d'amélioration continue », visant à optimiser le fonctionnement des installations par la conduite, la maintenance, les travaux de gros entretien et de renouvellement.

Les Hôpitaux Paris Est Val de Marne ont émis 2 145 tonnes équivalent CO₂ en 2022 sur la partie énergétique (gaz, fioul, électricité). En corrélation avec le décret tertiaire, les Hôpitaux doivent diminuer leurs consommations énergétiques, et donc émissions de CO₂, pour atteindre une réduction de -40% en 2030, -50% en 2040 et -60% en 2050.

Le TITULAIRE détaille dans son Plan de Progrès Environnemental en quoi il sa gestion du patrimoine énergétique permettrait d'aider à tendre vers ces objectifs.

Le Plan de Progrès Environnemental du TITULAIRE se traduit par une diminution des prix de l'énergie (prix du MWh au compteur) et/ou des NB (quantité de chaleur théoriquement nécessaire en **MWh** au compteur de chaleur pour le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par NDJUo contractuels) par chaufferie.

Le TITULAIRE indique à l'ACTE D'ENGAGEMENT, les évolutions envisagées pour les NB à appliquer en pourcentage (%). Ces éléments seront appliqués de fait à compter des échéances fixées.

Ces engagements du TITULAIRE sont fermes et seront appliqués de plein droit aux échéances fixées. Ces valeurs seront révisées suivant l'indexation prévue au marché.

Dans le cas où les installations thermiques seraient soumises aux quotas de CO₂, une convention de gestion devra être établie entre le TITULAIRE et le MAITRE D'OUVRAGE.

VI - 1. 4. Prix P2 - Prestations et fournitures

P2 : Prix global et forfaitaire annuel pour l'ensemble des prestations de services et fournitures, telles que décrites à l'article "OBLIGATIONS DU TITULAIRE" du C.C.T.P.

VI - 1. 5. Prix P3 - Prestations de Garantie Totale

P3 : Prix global et forfaitaire annuel des prestations, travaux et fournitures au titre de la Garantie Totale des installations thermiques, telles que décrites à l'article "OBLIGATIONS DU TITULAIRE" du C.C.T.P.

VI - 1. 6. Prix Travaux – Travaux de mise en conformité et d'amélioration

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra confier au TITULAIRE la réalisation de travaux de mise en conformité et d'amélioration des installations sur devis établi selon les dispositions définies ci-après, et dans la limite chaque année de 20% du montant annuel révisé des prestations P2 et P3 cumulées du présent marché.

Sur demande du MAITRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE élabore un devis détaillé dans un délai maximum de 7 jours pour la réalisation des travaux désignés selon les règles suivantes :

- Montant des fournitures, multiplié par le coefficient Cf précisé à de l'Acte d'Engagement.
Le prix des fournitures est considéré remises des fournisseurs déduites et frais de port inclus, le TITULAIRE devant produire ses factures d'achats lors de la présentation de sa facture.
- Montant des prestations de sous-traitance, multiplié par le coefficient Csst précisé au bordereau de l'Acte d'Engagement.
Une copie de la facturée de sous-traitance sera produite lors de la présentation de sa facture.
- Nombre d'heures pour la réalisation des travaux, multiplié par les prix horaires de main d'œuvre Pmo précisés dans le bordereau de prix unitaire :
 - Responsable de site
 - Chargé d'affaire
 - Ingénieur efficacité énergétique
 - Ingénieur Méthode
 - Technicien de maintenance CVC
 - Frigoriste
 - Chauffagiste, monteur/soudeur
 - Plombier

- Electricien
- Technicien spécialisé automaticien / GTB

Le TITULAIRE consultera entre 2 et 3 devis fournisseurs différents et fournira les différents devis avec sa proposition (celui retenu mis en avant). Il devra fournir une explication technique pertinente, justifiant d'une éventuelle sélection d'un prix n'étant pas le moins-disant.

Le MAITRE D'OUVRAGE établit alors un ordre de service au TITULAIRE du montant du devis.

Après réception des travaux par le MAITRE D'OUVRAGE et/ou son représentant, le TITULAIRE présente sa facture avec à l'appui tous les justificatifs précisés ci-avant.

Concernant le nettoyage des gaines de ventilation, le TITULAIRE s'engage sur un Prix unitaire au mètre linéaire fonction des diamètres de gaine tel que décrit au C.C.T.P.

VI - 1. 6. Travaux à bon de commande – Travaux d'entretien, de mise en conformité et d'amélioration

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra confier au TITULAIRE la réalisation de travaux à bon de commande d'entretien, de mise en conformité et d'amélioration des installations, selon le prix des prestations indiqué au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) et dans la limite de 250 000 €HT chaque année.

Sur demande du MAITRE D'OUVRAGE, le TITULAIRE élabore un devis détaillé dans un délai maximum de 7 jours pour la réalisation des travaux désignés selon les règles suivantes :

- Montant des prestations révisées prévues au BPU, adapté au type et nombre de prestations nécessaires.

Le MAITRE D'OUVRAGE établit alors un bon de commande au TITULAIRE du montant du devis.

Après réception des travaux par le MAITRE D'OUVRAGE et/ou son représentant, le TITULAIRE présente sa facture avec à l'appui tous les justificatifs précisés ci-avant.

En cas d'utilisation des lignes « Prix non indiqués dans le BPU » (BPU-798 à BPU-801), le TITULAIRE consultera entre 2 et 3 devis fournisseurs différents et fournira les différents devis avec sa proposition (celui retenu mis en avant). Il devra fournir une explication technique pertinente, justifiant d'une éventuelle sélection d'un prix n'étant pas le moins-disant.

VI - 1. 7. Date de valeur

Les prix sont réputés établis selon les indices définis à l'Article "VARIATION DES PRIX".

VI - 2. Modification de la consistance des prestations

Lorsqu'en cours d'exécution, il est constaté que des prestations supplémentaires dans le cadre du marché forfaitaire, sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, ou lorsque des matériels et équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'exécution du marché, le MAITRE d'OUVRAGE et le TITULAIRE examine les modifications éventuelles du marché.

VI - 3. Variation des prix

Les prix sont établis en date de valeur du 1^{er} juin 2025 selon les indices définis ci-après.
Ils seront révisés comme indiqué ci-après :

VI - 3. 1. Variation du prix du combustible et des énergies k pour le P1 (MCI)

Les prix du combustible et des énergies sont révisés à la fin de chaque mois par application de la formule suivante :

$$k = k_0 \times \left[0,01 \times \frac{FOD}{FOD_0} + 0,99 \times \left(0,6 \times \frac{PEG}{PEG_0} + 0,1 \times \frac{Abo + CTA + TC}{Abo_0 + CTA_0 + TC_0} + 0,3 \times \frac{TICGN + TVD + PCEE}{TICGN_0 + TVD_0 + PCEE_0} \right) \right]$$

Avec:

- Indices₀ : la valeur des indices connues au moment de la remise de l'offre
- k = prix unitaire de règlement du MWh relevé aux compteurs de chaleur,

Pour l'énergie (en €HT/MWh PCS) :

- FOD = moyenne prorata temporis de la période de révision de l'indice de variation du fioul domestique FOD C4 publié au Moniteur des travaux Publics et du Bâtiment (MTPB), en valeur connue.
- PEG = valeur mensuelle moyenne arithmétique des cours de clôture du produit PEG mensuel publiés sur le site EEX et dans la rubrique EEX Monthly Index.

Pour les termes fixes annuels (en €HT/an) :

- Abo = Montant de l'abonnement annuel
- CTA = Prix de la contribution tarifaire d'acheminement
- TC = Prix du terme de capacité

Pour les termes variables (en €HT/MWh PCS) :

- TICGN = Taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel
- TVD = Terme Variable de Distribution
- PCEE = Prix de la taxe CEE

Le prix de la taxe CEE est révisé à la fin de chaque mois par application de la formule suivante :

$$P_{CEE} = P_{CEE_0} \times \frac{CEE_{Gaz} \times (C2E_{market}^{Classique} + CEE_{Précarité} \times CEE_{market}^{Précarité})}{CEE_{Gaz_0} \times (C2E_{market}^{Classique_0} + CEE_{Précarité_0} \times CEE_{market}^{Précarité_0})}$$

Avec:

- P CEE = prix unitaire de la taxe CEE du MWh relevé aux compteurs de chaleur,
- CEE Gaz = Coefficient défini dans l'article R221-4 du titre II du livre II du code de l'énergie pour le gaz naturel
- C2E Précarité = Coefficient défini dans l'article R221-4-1 du titre II du livre II du code de l'énergie pour le gaz naturel
- C2E market Classique = Dernière valeur connue de la moyenne des prix de clôture du mois pour les CEE classiques publiée sur le site c2emarket.com à date
- C2E market Précarité = Dernière valeur connue de la moyenne des prix de clôture du mois pour les CEE classiques publiée sur le site c2emarket.com à date

VI - 3. 2. Variation du prix des prestations P2

Le prix des prestations P2 est révisé au début de chaque exercice, soit le 1er janvier de chaque année, et sera ferme pour la durée de l'exercice considéré, par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \left[0,15 + 0,85 \left(0,70 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,30 \frac{FSD1}{FSD1_0} \right) \right]$$

Avec :

- P2 = nouveau prix de règlement des prestations,
- P2₀ = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini à l'ACTE D'ENGAGEMENT,
- ICHT-IME = moyenne prorata temporis de la période de révision, de la valeur connue de l'indice du "coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision, en prenant en compte l'effet CICE,
- FSD1 = moyenne prorata temporis de la période de révision, de la valeur connue de l'indice des "Produits et Services divers 1" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision,
- ICHT-IME₀, FSD1₀ = valeurs des indices connus à la remise des offres.

VI - 3. 3. Variation du prix des prestations P3

Le prix des prestations du Bordeau de Prix Unitaire (BPU) est révisé au début de chaque exercice, soit le 1er janvier de chaque année, et sera ferme pour la durée de l'exercice considéré, par application de la formule suivante :

$$P3 = P3_0 \left[0,15 + 0,85 \left(0,20 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,20 \frac{FSD1}{FSD1_0} + 0,60 \frac{BT40}{BT40_0} \right) \right]$$

Avec :

- P3 = nouveau prix de règlement des prestations,
- P3₀ = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini au BORDEAU DE PRIX UNITAIRE,
- ICHT-IME = même définition que pour le P2,
- FSD1 = même définition que pour le P2,
- BT40 = moyenne prorata temporis de la période de révision, de la valeur connue de l'indice "Chauffage Central" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision.
- ICHT-IME₀, FSD1₀, BT40₀ = valeurs des indices connus à la remise des offres.

Tous les indices (P2 et BPU) définis ci-dessus sont des indices connus à la date de révision et non des indices réels à cette date.

En cas d'abandon tout indice pourra être remplacé par tout autre qui s'y substituerait.

VI - 3. 4. Variation du prix des prestations du BPU

Le prix des prestations du Bordeau de Prix Unitaire (BPU) est révisé au début de chaque exercice, soit le 1er janvier de chaque année, et sera ferme pour la durée de l'exercice considéré, par application de la formule suivante :

$$BPU = BPU_0 \left[0,15 + 0,85 \left(0,20 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,20 \frac{FSD1}{FSD1_0} + 0,60 \frac{BT40}{BT40_0} \right) \right]$$

Avec :

- BPU = nouveau prix de règlement des prestations,
- BPU_0 = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini au BORDEAU DE PRIX UNITAIRE,
- ICHT-IME = même définition que pour le P2,
- FSD1 = même définition que pour le P2,
- BT40 = moyenne prorata temporis de la période de révision, de la valeur connue de l'indice "Chauffage Central" publié au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision.
- $ICHT-IME_0$, $FSD1_0$, $BT40_0$ = valeurs des indices connus à la remise des offres.

Tous les indices (P2 et BPU) définis ci-dessus sont des indices connus à la date de révision et non des indices réels à cette date.

En cas d'abandon tout indice pourra être remplacé par tout autre qui s'y substituerait.

VI - 3. 5. Variation du prix des prestations Travaux

Concernant la variation du prix des prestations Travaux, elle concerne les prix de main d'œuvre Pmo . Les prix de main d'œuvre seront actualisés en début de chaque exercice au 1er Janvier et seront fermes pour la durée de l'exercice considéré.

La formule de variation est la suivante :

$$Pmo = Pmo_0 \left[0,15 + 0,85 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right]$$

Avec :

- Pmo = nouveau prix de règlement des prestations pour l'exercice considéré,
- Pmo_0 = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini à l'Acte d'Engagement
- ICHT- IME = même définition que P2
- $ICHT- IME_0$ = valeurs des indices connus à la date d'établissement des prix du présent marché.

VI - 4. Clause de sauvegarde

Lorsque la révision des prix fait apparaître l'un des taux de variation suivants :

- au moins 20 % sur le P1, par rapport aux valeurs de base,
- au moins 30 % sur le P2 par rapport aux valeurs de base,
- au moins 30 % sur le P3 par rapport aux valeurs de base,

il peut alors être déterminé, à la demande de l'une ou l'autre des parties, un nouveau prix de base P1 - P2 ou P3 arrêté après négociation.

En cas de désaccord, le MAITRE D'OUVRAGE ou le TITULAIRE conviennent qu'ils pourront dénoncer le présent contrat sans indemnités.

VII - REMUNERATION DU TITULAIRE

« VOIR ACTE D'ENGAGEMENT »

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés à l'occasion de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur suivant la réglementation.

VIII - FACTURATION – PAIEMENT

L'exercice de gestion du marché est l'année civile : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les facturations du présent contrat seront établies en accord avec le MAITRE D'OUVRAGE.

Les factures devront avoir la date de leur établissement, et leur forme et présentation doivent avoir l'agrément du MAITRE D'OUVRAGE.

Elles devront être présentées par site et par bâtiment.

VIII - 1. Paramètres de facturation

VIII - 1. 1. Chauffage

Température de base : Tb = Selon annexe du CCTP en °C.

Ralenti de nuit : Selon annexe du CCTP

Température extérieure de base : -7 °C

Le nombre de degrés jours de référence (publiés par météoclim) pour le présent marché, est fixé à 2289 DJU, base 18°C.

Groupe 8 - Station météorologique : PARIS MONTsouris

VIII - 1. 2. Eau chaude sanitaire :

Suivant les relevés de consommation.

Température contractuelle à la sortie des appareils de production : Selon annexe du CCTP en °C.

VIII - 2. Facturation

La facturation sera établie de la façon suivante :

VIII - 2. 1. Energie (P1)

P1

Le TITULAIRE présentera des factures mensuelles établis sur la base :

- des consommations réelles mensuelles relevées aux compteurs de chaleur sortie chaufferie (chauffage et eau chaude) et du prix k révisé au mois concerné. Les factures distingueront la part P1 pour le site « HNSM » et la part P1 pour le site « hôpital Esquirol ».

Les factures seront présentées le **1er du mois suivant la période de facturation**.

En fin d'exercice, soit au **31 décembre**, le TITULAIRE établira un mémoire qui tiendra compte :

- ♦ des degrés-jours-unifiés réels de la période effective de chauffage,
- ♦ des consommations réelles d'énergie, MWh chauffage
- ♦ des consommations réelles d'énergie pour l'eau chaude sanitaire
- ♦ de la révision des prix.

Le prix unitaire k utilisé pour le calcul de l'intéressement sera égal à la somme des factures de l'exercice écoulé divisé par le nombre total de MWh de l'exercice.

Ce mémoire reprendra l'ensemble de la facturation déjà présentée, et devra être accompagné de la copie des documents des fournisseurs de combustible ou d'énergie permettant de contrôler les valeurs des indices utilisés pour les révisions de prix, sous peine de rejet du décompte définitif.

VIII - 2. 2. Intéressement (I)

En fin d'exercice, soit au **31 décembre**, le TITULAIRE établira la facturation de l'intéressement.

Le prix unitaire k utilisé pour le calcul de l'intéressement sera égal à la somme des factures de l'exercice écoulé divisé par le nombre total de MWh de l'exercice.

VIII - 2. 3. Prestations de services (P2)

a) Factures

Les prestations de services P2 seront facturées sous forme de 4 paiements par exercice : **31 mars, 30 juin, 30 septembre, 15 décembre**. Les paiements représenteront chacun ¼ de la facturation annuelle P2 révisée en début d'exercice soit le 1er janvier.

b) Cas particulier du P2 nettoyage de gaine de ventilation

Les prestations de services P2 nettoyage de gaine de ventilation sont facturées selon un ordre de service du Maître d'ouvrage, basé sur un linéaire de gaine à traiter et le prix unitaire révisé à partir du coefficient de révision du P2.

VIII - 2. 4. Garantie Totale (P3)

Les prestations de garantie totale P3 seront facturées sous forme de 4 paiements par exercice : **31 mars, 30 juin, 30 septembre, 15 décembre**. Les paiements représenteront chacun ¼ de la facturation annuelle P3 révisée en début d'exercice soit le 1er janvier.

VIII - 3. Acceptation des factures par le MAITRE D'OUVRAGE

Les sommes à régler au TITULAIRE sont arrêtées par le MAITRE D'OUVRAGE et son CONSEIL. Le MAITRE D'OUVRAGE accepte ou rectifie les factures, qui sont complétées éventuellement en faisant apparaître les réfections et pénalités imposées.. Il est notifié au TITULAIRE si une facture a été modifiée comme il est dit ci-avant. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le TITULAIRE est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Le TITULAIRE devra envoyer toutes les factures pour validation au CONSEIL défini par le MAITRE D'OUVRAGE, puis il déposera sur Chorus les factures possédant la validation du CONSEIL. **Toute facture ne suivant pas cette procédure sera systématiquement rejetée.**

Code Chorus à indiquer :

DT

VIII - 4. Mode et délai de règlement

L'unité monétaire est l'Euro. Le mode de règlement choisi par l'administration est le mandat administratif.

Le règlement sera effectué conformément aux règles de la comptabilité publique et en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Le délai maximum de paiement est fixé à 30 (trente) jours à réception de la demande de paiement par le service financier du MAITRE D'OUVRAGE. Toutefois, la personne publique pourra suspendre ce délai lorsque toutes les pièces justificatives demandées n'auront pas été fournies par le TITULAIRE ou lorsqu'une erreur aura été constatée. La décision motivée de suspension sera notifiée au TITULAIRE.

Le paiement de la facture de solde annuel est subordonné à la remise du rapport de fin d'exercice tel que défini au CCTP. Le rapport doit être remis avant le 31 janvier de l'exercice suivant.

En cas de retard de mandatement, les intérêts courront de plein droit sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure, au taux de l'intérêt légal à la date à laquelle les intérêts auront commencé à courir.

IMPORTANT :

En cas de défaut de présentation du décompte définitif par le TITULAIRE, conforme aux dispositions contractuelles, dans un délai de 60 jours après la date de fin d'exercice précisée ci-avant, il sera appliqué de plein droit, sans autres formalités, une pénalité définie à l'Article "CONTROLE ET PRESTATIONS NON CONFORMES" du présent C.C.A.P.

Si le décompte n'est pas conforme, le délai ci-dessus continue à courir comme si le décompte n'avait pas été présenté.

VIII - 5. Sous-traitants

Le TITULAIRE peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu, du MAITRE D'OUVRAGE, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chacun de ceux-ci.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le TITULAIRE restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet au MAITRE D'OUVRAGE (ou lui adresse par lettre recommandée avec AR) l'Acte Spécial de sous-traitance.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles du contrat principal. Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, s'ils ne sont pas prévus dans le marché, sont constatés dans un Acte Spécial

par le MAITRE D'OUVRAGE et par le TITULAIRE, qui comporte l'ensemble des renseignements mentionnés en annexe, ainsi que les modalités de règlement des sommes à payer directement au sous-traitant.

Le TITULAIRE joint au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le MAITRE D'OUVRAGE au(x) sous-traitant(s) concerné(s). Lorsque le TITULAIRE fait intervenir une entreprise extérieure sous-traitante agréée, il prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention.

IX - GESTION DU COMPTE DE GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

Conformément au CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES (C.C.T.G.), relatif aux marchés d'exploitation des installations de chauffage avec Garantie Totale - Brochure 5.602 - établi par la Commission Centrale des Marchés et le Groupe Permanent d'Etudes du Marché de Chauffage et de Climatisation (G.P.E.M.C.C.), du Ministère de l'Economie et des Finances, le poste Gros Entretien et le Renouvellement des installations fera l'objet d'une gestion financière transparente.

Ce compte de gestion permet une répartition du solde positif du compte Gros Entretien et Renouvellement entre le MAITRE D'OUVRAGE et le TITULAIRE, au moment de la liquidation du contrat.

Par dérogation au C.C.T.G./5.602, il ne sera pas fait de répartition dans le cas où le compte Gros Entretien et Renouvellement serait négatif.

En conséquence, le TITULAIRE s'oblige à prévenir le MAITRE D'OUVRAGE et/ou son Conseil de tous travaux ayant trait au Gros Entretien et Renouvellement. Il utilisera un modèle de fiche devant être proposé par le TITULAIRE et validé par le MAÎTRE D'OUVRAGE ou son CONSEIL au plus tard dans le mois qui suit la notification du marché.

Ces travaux devront faire l'objet d'une acceptation écrite de la part du MAITRE D'OUVRAGE ou de son conseil.

Par dérogation au CCAG, dans le cas où le MAITRE D'OUVRAGE ne serait pas d'accord sur la nécessité ou le prix des travaux et fournitures de remplacement, ceux-ci seraient déterminés :

- soit par voie d'expertise par le Conseil du MAITRE D'OUVRAGE,
- soit par voie de consultation, le MAITRE D'OUVRAGE se réservant le droit dans ce cas, de faire exécuter les prestations de Gros Entretien et Renouvellement par une entreprise de son choix.

Ces travaux seraient alors réglés par le TITULAIRE, et affectés au compte Gros Entretien et Renouvellement.

Pour la fourniture de matériel, le montant de la fourniture sera le montant du matériel multiplié par le coefficient Cf, défini pour la réalisation de travaux (Tvx) et précisé à l'Acte d'Engagement. Le prix des fournitures est considéré remises des fournisseurs déduites et frais de port inclus, le TITULAIRE devant produire ses factures d'achats lors de la présentation de sa facture.

Si les prestations P3 sont réalisés par le personnel dédié au périmètre du présent marché, aucun frais de main d'œuvre ne pourra être affecté au compte Gros Entretien et Renouvellement. En revanche si le personnel effectuant la prestation P3 est une personne extérieure au personnel dédié au périmètre du présent marché, des frais de main d'œuvre pourront être affectés au compte Gros Entretien et Renouvellement en appliquant les prix horaires de main d'œuvre Pmo définis pour la réalisation de travaux (Tvx) et précisés à l'Acte d'Engagement.

Les obligations du TITULAIRE sont indépendantes de l'état du compte d'exécution. Le TITULAIRE s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le TITULAIRE remplace les équipements en tenant compte des obligations mentionnées au CCTP en ce qui concerne les marques et types de matériel.

Pour les travaux urgents concernant la continuité de la production, la sécurité des personnes et des biens, le TITULAIRE garde l'initiative de l'utilisation des sommes versées. Cependant il doit justifier de l'utilisation de cette somme dans un délai inférieur à 2 (deux) semaines après exécution.

Si le TITULAIRE se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, le MAITRE D'OUVRAGE peut apprécier l'intérêt et l'opportunité de substituer ce matériel par des matériels de principe et de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation des installations.

Dans le cas où ce remplacement conduit à une différence de prix par rapport à celui du remplacement contractuel, les travaux peuvent être financés par le MAITRE D'OUVRAGE qui convient avec le TITULAIRE, du remaniement des prix P2 et P3 par voie d'avenant.

La participation du TITULAIRE ne peut être inférieure à la valeur de remplacement des matériels d'origine par des matériels équivalents (performance, qualité, garantie) et il doit être tenu compte des dates de remplacement, à l'identique ou non, des matériels en cours de marché.

Dans le cas où une entreprise extérieure est moins-disante pour effectuer les travaux, le P3 de l'installation concernée est modifié par voie d'avenant.

Dans tous les cas de travaux réalisés, le TITULAIRE doit fournir au MAITRE D'OUVRAGE le détail des travaux réalisés avec les matériels, marque et type, qualité et quantité, les temps passés et les coûts, dans un délai de 2 (deux) semaines après remise en service de l'installation concernée.

A l'expiration du contrat ou en cas de résiliation par le TITULAIRE, le TITULAIRE apurera le compte de Gros Entretien et Renouvellement de la manière suivante :

- 100 % (cent pour cent) des provisions restantes seront restituées au MAITRE D'OUVRAGE.

Un bordereau annuel récapitulatif sera remis par le TITULAIRE au MAITRE D'OUVRAGE, en même temps que le mémoire de fin d'exercice, précisant :

- le solde des exercices précédents
- le montant de la facturation P3 de l'exercice écoulé
- le montant des dépenses de Gros Entretien et Renouvellement de l'exercice écoulé
- le nouveau solde à la fin de l'exercice écoulé

L'absence de remise de document, lors de l'arrêt des comptes annuels, équivaldrait au fait qu'il n'y a pas eu de dépenses engagées au titre du Gros Entretien et Renouvellement, au cours de l'exercice considéré, et en conséquence, aucune dépense pour l'exercice considéré ne saurait être pris en compte, lors du décompte définitif à l'expiration du contrat.

Le MAITRE D'OUVRAGE appliquera une retenue de garantie de 5% pour les prestations P3 lors de la dernière année de contrat.

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra exiger que le solde positif du compte Gros Entretien et Renouvellement soit garanti auprès du MAITRE D'OUVRAGE par une caution bancaire réactualisée tous les ans. Les frais de caution seront imputés au compte de Gros Entretien et Renouvellement.

Si le TITULAIRE se trouve dans l'incapacité de produire ce document dans un délai de trente jours après mise en demeure, le contrat pourra être résilié.

La résiliation du contrat par le MAITRE D'OUVRAGE, pour ce motif ou toute autre cause, implique la liquidation du compte de Gros Entretien et Renouvellement, à la date de résiliation, selon les modalités suivantes :

Solde positif : la totalité sera restituée au MAITRE D'OUVRAGE

Solde négatif :

- | | |
|---|--|
| • Résiliation au cours du 1 ^{er} exercice | : 60% sera payé par le maître d'ouvrage, |
| • Résiliation au cours du 2 ^{ème} exercice | : 30% sera payé par le maître d'ouvrage, |
| • Résiliation à partir du 3 ^{ème} exercice | : 0% sera payé par le maître d'ouvrage. |

A la date de prise d'effet du marché, le solde P3 est égal à :

Solde P3 =	0	Euros H.T.
------------	---	------------

X - CONTROLE ET PRESTATIONS NON CONFORMES

X - I. Résultats et vérification

D'une manière générale, le TITULAIRE garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Les résultats à obtenir sont également appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisés par le MAITRE D'OUVRAGE ou son conseil et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées ou des matériels installés.

Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du TITULAIRE ou indépendamment de celles-ci. Le TITULAIRE ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du TITULAIRE, les pénalités sont appliquées.

Les essais prévus par le CCTP sont à la charge du TITULAIRE. Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du TITULAIRE, celui-ci en supporte la charge. En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au TITULAIRE, le MAITRE D'OUVRAGE prend en charge leur coût.

Tout manquement ou toute défaillance du TITULAIRE, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par le MAITRE D'OUVRAGE qui est notifié au TITULAIRE et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du TITULAIRE, tous événements exceptionnels non imputables au TITULAIRE et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement d'énergie ou de matériel hors d'usage non remplacé bien que le MAITRE D'OUVRAGE en ait été avisée par écrit.

Dans tous les cas, le TITULAIRE doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

X - 2. Prestations non-conformes

X - 2. 1. Dispositions d'application

Les pénalités sont calculées selon les dispositions prévues aux articles suivants selon le type de prestations non-conformes.

La pénalité peut être calculée selon une formule ou un montant unitaire fixe de type 1, 2, 3 ou 4.

Le montant unitaire fixe des pénalités est le suivant :

Type 1	150 Euros hors taxes
Type 2 / A	300 Euros hors taxes
Type 3 / B	500 Euros hors taxes
Type 4 / C	800 Euros hors taxes

Les pénalités sont revalorisées selon la même formule que le P2.

Les réfections et pénalités s'imputent d'office sur les règlements, tel que prévu à l'article "Modalités de paiement". Il appartient au TITULAIRE de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

Il est entendu que ces pénalités sont révisées selon la formule adoptée pour la prestation P2 du TITULAIRE, et ne sont appliquées que lorsque le TITULAIRE est reconnu responsable du défaut de prestation.

Les pénalités visées ci-dessous continuent à s'appliquer pendant la période où le MAITRE D'OUVRAGE assure la prestation à la place du TITULAIRE.

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible conformément à l'article "Résiliation" du présent CCAP.

Après remise en fonctionnement, le TITULAIRE en informe le MAITRE D'OUVRAGE qui porte l'heure de fin d'intervention sur le registre.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le TITULAIRE en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 24 (vingt quatre) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les pénalités prévues ci-dessus, continuant à courir.

Si à l'expiration de ce délai, le TITULAIRE ne peut assurer une prestation normale le MAITRE D'OUVRAGE peut y pourvoir aux frais (réfaction) et risques du TITULAIRE.

De plus, si 8 (huit) jours après l'envoi de la lettre recommandée, le TITULAIRE n'avait pas su assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative du MAITRE D'OUVRAGE, sans préjudice du droit à indemnité selon les règles du droit commun.

Il est précisé que ces pénalités peuvent se cumuler.

L'application d'une pénalité est indépendante de la suppression du règlement de la prestation non exécutée.

Objet	Descriptif	Catégorie de pénalité
Délais d'intervention et tâches planifiées P2	Dépassement du délai d'intervention pour la présence sur les lieux de la défaillance en astreinte, par heure commencée au-delà	Type 2
	Interruption pour intervention préventive sur le chauffage : 4 (quatre) heures, par heure commencée au-delà	Type 1
	Interruption pour intervention préventive sur l'ECS : 3 (trois) jours par an par période de ½ journée, par ½ journée au-delà	Type 2
	Retard non autorisé par le MAITRE D'OUVRAGE, manquement d'exécution ou mauvaise exécution d'une action de maintenance préventive systématique par rapport au planning prévu, par heure,	Type 1
	Par appareil de contrôle et de mesure, non présenté ou non mis en place, à chaque demande, par jour, avec neutralisation de 24h	Type 1
	Retard dans la mise à jour de la GMAO. Pénalités par semaine et par OT	Type 1
	Non-exécution de l'ensemble des prestations liées au démarrage du contrat. Pénalités par jour de retard.	Type 3
Délais d'intervention et tâches planifiées P3	Non-respect des conditions de sous-traitance, par constat	Type 4
	Réparation sans fourniture de pièces : par heure commencée au-delà du délai de 4 heures	Type 1
	Réparation avec pièces maintenues en stock sur site ou agence : par heure commencée au-delà du délai de 4 (quatre) heures	Type 1
	Réparation avec pièces disponibles chez le fournisseur : par jour commencé au-delà du délai de 24 (vingt-quatre) heures,	Type 2
	Autres cas de réparation : par jour commencé après délai à définir avec le MAITRE D'OUVRAGE	Type 1
	Exécution de travaux dangereux, insalubres ou non réglementaires, non autorisés par le MAITRE D'OUVRAGE, par constat,	Type 3
	Non-respect des clauses définies au marché, de clauses de la réglementation en général, et concernant la sécurité, la propreté et l'hygiène en particulier, par constat,	Type 1
	Réalisation de travaux sans accord préalable du MAITRE D'OUVRAGE, sauf cas définis au marché, par constat,	Type 2
	Absence de remise du détail (dans le cadre du marché) des travaux réalisés sur les installations, dans un délai de 2 (deux) semaines par période de 2 semaines	Type 2
	Non réception de travaux pour exécution non conforme au marché, par jour de retard commencé après la date de levées de réserves jusqu'à réception sans réserve	Type 1

Objet	Descriptif	Catégorie de pénalité
	Retard de transmission de devis pour réalisation de travaux. Pénalités par jour de retard	Type 1
	Non- respect du délai de réalisation des travaux. Pénalités par semaine de retard	Type 3
	Non-respect des conditions de sous-traitance, par constat	Type 4
Résultats, non-maintien des performances ou qualités d'origine	Panne répétitive : au-delà de 3 pannes par an sur le même équipement et par panne	Type 2
	Manquement par rapport aux performances et qualités d'origine des équipements, par jour entier	Type 1
Non mise à jour ou non remise de document	Non mise à jour ou non remise de documents contractuels tel que défini au marché, par semaine entière et par document	Type 3
Réunion trimestrielle ou annuelle	Absence ou retard de plus de 30 min	Type 2
Pénalité de retard	S'il y'a dépassement d'exécution ou de livraison contractuelle	1/1000 par jour de retard
	Pour non-respect du délai contractuel	150 €
Indisponibilité pour prestations de maintenance	Pénalité journalière	1/30 du montant mensuel
Pour travail dissimulé	La pénalité ne peut pas dépasser le montant des amendes prévues par le code du travail	200 €

Objet	N°	Obligation	Echéance	Catégorie de pénalité
Planning	D1	Planning décrivant les phases de démarrage	Remise lors de la réunion de lancement	C
Organigramme de la prestation	D2	Liste du personnel rattaché au contrat avec les informations essentiels	Première semaine du démarrage	C
Plan de prévention	D3	Mise en place du plan de prévention	Avant le délai prévu au CCTP	B
Document de traçabilité	D4	Mise en place de l'ensemble des documents de traçabilité (cahier de liaison, livret de chaufferie.)	Avant la fin de la prise en charge	C
Trame du rapport d'activité	D5	Présentation du modèle de rapport d'activité avec les indicateurs de suivi contractuel	Avant la fin de la prise en charge	C

Objet	N°	Obligation	Echéance	Catégorie de pénalité
Liste des sous-traitant	D6	Fourniture de la liste des sous-traitant avec le nom et le contact	Première semaine du démarrage	C
Plan d'assurance Qualité	D7	Fourniture du Plan d'Assurance Qualité adapté au présent contrat	Avant la fin de la prise en charge	C
Hygiène et sécurité	D8	Fourniture des FDS et liste des produits chimiques pour le contrat	Avant la fin de la prise en charge	C
Inventaire technique	D9	Fourniture de l'inventaire technique contradictoire	Avant la fin de la prise en charge	B
Inventaire documentaire	D10	Fourniture de l'inventaire documentaire mise à disposition	Avant la fin de la prise en charge	C
Etat des lieux	D11	Fourniture du rapport d'audit sur l'état, la fonctionnalité, la vétusté, la maintenabilité et la sécurité des installations	Avant la fin de la prise en charge	A
Plan de maintenance	D12	Fourniture du plan de maintenance préventive pour la première année contractuelle	Avant la fin de la prise en charge	B
Dossier Exploitation maintenance	D15	Remise du Dossier d'exploitation - Maintenance	Avant la fin de la prise en charge	C

Objet	N°	Obligation	Echéance	
Rapport d'incident	E1	Remise d'un rapport d'incident	Au plus tard 24 heures après l'événement	B
Rapport d'activité mensuel (RMA / RME)	E3	Remise du rapport mensuel	Avant le 10 de chaque mois	C
Rapport d'activité annuel	E4	Remise du rapport annuel et du rapport de suivi des énergies	Avant le 31 Janvier de l'année N+1	C
Réunion/ convocation	E5	Présence des représentants aux points hebdomadaires, réunions mensuelles, annuelles et opérationnelles	Délai de 48 heures de prévenance en cas d'absence	C

Objet	N°	Obligation	Echéance	
Enregistrement de la Titulaire	E6	Tenir à jour les documents réglementaire	Après chaque intervention du Titulaire	B
Plan de progrès	E7	Remise du plan de progrès	10 jours avant la réunion annuelle	B
Contrôle réglementaire	E8	Analyse et établissement des propositions suite à la réception des rapports de contrôle réglementaires	3 mois après réception des rapports	B
Contrôle réglementaire	E9	Levées de 100 % des réserves liées à un manque de maintenance dans le forfait	10 jours après réception des rapports	B
Prestations techniques spécifiques et gammes minimales	E10	Respect des périodicités pour les prestations minimales décrites	Voir fiche prestations métiers (30 jours de tolérance dans le respect des périodicités)	B
Organisation du Titulaire	E11	Respect de la plage de présence de l'équipe et de l'organisation minimale	Selon les modalités du CCTP	B
Astreinte	E12	Intervention en astreinte en dehors des heures et jours de présence	Selon les modalités du CCTP	B
Délais demande d'intervention	E13	Respect des délais d'intervention de remise en état	Selon les modalités du CCTP	C
Délais administratif	E14	Respect des délais administratifs	Selon les modalités du CCTP	C
Conformité et pérennité du patrimoine	E16	Respect du taux de réalisation de la maintenance réglementaire et pérennité	Selon les modalités du CCTP	B
Disponibilité des installation	E17	Non dépassement des seuils de panne critiques sur les équipements	Selon les modalités du CCTP	B
Respect du niveau de performance	E18	Non atteinte des performances décrites au Error! Reference source not found.	Selon les modalités du CCTP	A
Traçabilité documentaire	E19	Non mise à disposition des rapports maintenance, sous-traitants et d'activité dans la	Dans les 15 jours à la clôture de l'intervention	B

Objet	N°	Obligation	Echéance	
		GMAO		
Transmission du planning de maintenance préventif	E20	Transmission du planning préventif au plus tard le 1 ^{er} Mars de chaque année calendaire	Par jour de dépassement passé le 1 ^{er} Mars de chaque année	A

X - 3. Cas de force majeure

Les cas de force majeure sont déterminés par la jurisprudence. Dans les cas de force majeure prolongée, entraînant ou risquant d'entraîner des restrictions permanentes ou même un arrêt de longue durée dans le chauffage ou la production d'eau chaude sanitaire, le TITULAIRE devra proposer au MAITRE D'OUVRAGE une adaptation provisoire du contrat à cette situation, notamment dans ses clauses de facturation.

XI - RESILIATION DU CONTRAT

Le présent contrat pourra être résilié automatiquement dans différentes éventualités précisées ci-après :

- a) A défaut d'accord amiable entre les parties, lorsqu'il est fait application de la Clause de sauvegarde (Article "CLAUDE DE SAUVEGARDE").
- b) En cas de retard d'intervention, d'interruption ou d'insuffisance de fourniture que le TITULAIRE n'aura pas pallié dans les délais fixés, le MAITRE D'OUVRAGE mettra le TITULAIRE en demeure de remédier à ces retards, insuffisances ou interruptions dans un délai de 48 heures, à compter de la réception d'une lettre recommandée de mise en demeure.

A l'expiration de ce délai, si le TITULAIRE ne pouvait assurer lesdites prestations, le MAITRE D'OUVRAGE pourrait :

- résilier le présent contrat, de plein droit et sans indemnités, par l'envoi d'une seconde lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la résiliation du contrat à réception de cette dernière,
- y pourvoir aux frais et risques du TITULAIRE jusqu'à la résiliation.

- c) Le marché peut être résilié par le maître d'ouvrage si le montant cumulé des pénalités pour un exercice :

- prévues du X – 2.2. au X – 2.3. dépasse quinze pourcent (15%) du montant de la facturation annuelle P1 ou P2 correspondante (par site),
- prévues du X – 2.4. au X – 2.8. dépasse quinze pourcent (15%) du montant de la facturation annuelle P2+P3 correspondante (par site),

- d) Le MAITRE D'OUVRAGE a, par ailleurs, la faculté de procéder à la résiliation du Contrat si le TITULAIRE cède ou transfère les installations à un tiers suivant les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) "Fournitures courantes et de services".

- e) Le présent contrat peut, en outre, être résilié de plein droit, et au gré du MAITRE D'OUVRAGE, et sans que le TITULAIRE ou ses ayants droit ne puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- en cas de dissolution de la Société exploitante,
- en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens,
- en cas d'incapacité dûment constatée, de fraude ou de tromperie grave sur l'exécution des prestations,
- en cas de suppression ou de réduction d'intervention apportant une gêne flagrante pour le MAITRE D'OUVRAGE comme pour les usagers,
- en cas de cession, transfert ou apport du présent contrat sans l'accord du MAITRE D'OUVRAGE.

- f) La résiliation est libellée ou motivée par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au TITULAIRE défaillant, après établissement d'un procès-verbal de constat de carence.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve, par ailleurs, le droit de demander toutes indemnités compensatrices du fait de la dégradation dûment constatée, des installations non entretenues, ou des troubles de jouissance subis par les usagers.

- g) Si le TITULAIRE ne peut remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il recherchera avec le MAITRE D'OUVRAGE, toutes mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et organiser la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne peut être trouvée, le TITULAIRE peut demander la résiliation du contrat.

En cas de non paiement des sommes qui lui sont dues, dans le délai de 50 (cinquante jours) à compter de la mise en demeure adressée au MAITRE D'OUVRAGE d'effectuer le dit paiement, le TITULAIRE est fondé à réclamer l'application d'intérêts moratoires, conformément à l'Article "FACTURATION-PAIEMENT" du présent C.C.A.P.

- h) Si le TITULAIRE ne remplit pas son obligation de renseignements techniques et administratifs envers le Conseil désigné par le MAITRE D'OUVRAGE, ou dans le cas de non remise de documents prévus au contrat dans un délai de 15 jours après mise en demeure, cette carence pourra entraîner la résiliation du Contrat dans les conditions prévues à l'Article "CONTROLE D'EXECUTION" du présent C.C.A.P.
- i) Si le TITULAIRE n'a pas produit le décompte définitif établi conformément aux dispositions contractuelles, le MAITRE D'OUVRAGE pourra, nonobstant l'application des pénalités prévues, résilier le présent contrat, de plein droit, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la résiliation.
- j) En cas de changement de chaleur ou d'énergie et de désaccord sur les nouvelles valeurs de P1 et E1, le contrat pourra être résilié de plein droit, sans indemnités, dès réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la résiliation.
- k) En cas de refus du TITULAIRE de signer le cahier des réclamations, le MAITRE D'OUVRAGE pourra résilier le présent contrat, de plein droit, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la résiliation.
- l) En cas de modification des installations ou des bâtiments, entraînant une diminution ou une augmentation des besoins calorifiques des bâtiments, une renégociation des éléments contractuels aura lieu entre les parties contractantes. En cas de désaccord, le présent contrat sera résilié de fait, à la fin de l'exercice annuel de gestion, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par le Maître d'Ouvrage, constatant le désaccord.
- m) Si le TITULAIRE ne respecte pas les conditions de sous-traitance plus de cinq fois, le MAITRE D'OUVRAGE pourra résilier le présent contrat, de plein droit, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant la résiliation.

Toutes les procédures de résiliation définies ci-avant (a à m), ne font pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au TITULAIRE à raison de ses fautes.

Toute résiliation du contrat à la demande du TITULAIRE ne pourra être effective qu'après un délai de prévenance suffisant, au minimum 6 six mois, permettant au MAITRE D'OUVRAGE de réaliser la procédure de consultation pour le choix d'un nouveau prestataire

XII - SUBSTITUTION

Le TITULAIRE s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du contrat sans accord préalable du MAITRE D'OUVRAGE.

XIII – MODE DE CONSULTATION

La consultation est réalisée en appel d'offres ouvert.

XIV - DUREE DU CONTRAT - PRISE D'EFFET

La prise d'effet du présent marché est fixée à la date de notification

XV - TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété des installations réalisées dans le cadre du présent contrat se fait automatiquement du TITULAIRE au MAITRE D'OUVRAGE dès leur terminaison.

XVI- DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Certains Articles du présent CCAP dérogent aux articles des documents généraux. De manière générale les textes réglementaires sont à interpréter selon leur l'ordre d'apparition à l'article « Documents contractuels » du présent CCAP.

XVII - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, le différent sera porté devant le TRIBUNAL de MELUN compétent du lieu de situation du Siège Social du MAITRE D'OUVRAGE.

Fait à _____, le _____

En trois exemplaires

LE TITULAIRE

LE MAITRE D'OUVRAGE